



Arrivée BUGC
15 MAI 2017

PRÉFET DE LA GIRONDE

Direction départementale
des territoires et de la mer
de la Gironde

Service Eau et Nature
Unité Police de l'Eau des
Milieux Aquatiques
cellule gestion quantitative
de l'eau

CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA GIRONDE
direction du développement territorial
service portuaire durable
1, esplanade Charles de Gaulle
CS 71223
33074 BORDEAUX CEDEX



Dossier suivi par :
Stéphane Guiguen

Mèl : stephane.guiguen@gironde.gouv.fr

Tél. : 05 56 93 38 80

Objet : demande d'autorisation instruite au titre des articles L 214-1 à L 214-6 dans leur rédaction
en vigueur au 28 février 2017 du code de l'environnement : **dragage des ports de Gujan,
Larros et Canal**
Accusé de réception au guichet unique de l'eau

Réf. : 33-2017-00111

Bordeaux, le 11 mai 2017

Monsieur le président,

J'accuse réception de votre demande d'autorisation au titre du code de l'environnement (Loi sur
l'Eau), concernant l'opération suivante :

dragage des ports de Gujan, Larros et Canal

Les références administratives de ce dossier sont les suivantes :

- date de réception du dossier au guichet unique : 09 mai 2017
- numéro d'enregistrement au guichet unique : 33-2017-00111

Votre dossier a été transmis à :

Direction départementale des territoires et de la mer de la Gironde
Service Eau et Nature
Unité Police de l'Eau des Milieux Aquatiques
cité administrative
rue Jules Ferry
BP 90
33090 Bordeaux cedex
Tel : 05 56 93 38 80

qui est chargé(e) de l'instruction de ce dossier.

Je vous précise que votre dossier présente toutes les pièces nécessaires pour un début d'instruction
mais que sa régularité sur le fond au titre de la loi sur l'eau n'a pas encore été étudiée à ce stade.

**Je vous rappelle en outre qu'il vous est interdit de débiter les travaux avant la fin de la
procédure.** Le non respect de cette disposition entraînerait le rejet de votre dossier.

Conformément à l'article R. 214-23 dans sa rédaction en vigueur au 28 février 2017 du code de l'environnement, le silence gardé par l'administration pendant plus de six mois sur votre demande d'autorisation temporaire emporte décision implicite de rejet.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le président, l'expression de mes salutations distinguées.

Le chef de l'unité police de l'eau et des milieux
aquatiques



Florent Pallois

Copie : Service Instructeur

- Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à l'instruction de votre dossier par les agents chargés de la police de l'eau en application du code de l'environnement. Conformément à la loi « informatique et liberté » du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification des informations qui vous concernent. Si vous désirez exercer ce droit et obtenir une communication des informations vous concernant, veuillez adresser un courrier au guichet unique de police de l'eau où vous avez déposé votre dossier.



Arrêté BUGC

06 JUL. 2017

Le Département de la Gironde

PRÉFET DE LA GIRONDE

Direction départementale
des territoires et de la mer
de la Gironde

Service Eau et Nature
Unité Police de l'Eau des
Milieux Aquatiques
cellule gestion quantitative
de l'eau

CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA GIRONDE
direction du développement territorial
service portuaire durable
1, esplanade Charles de Gaulle
CS 71223
33074 BORDEAUX CEDEX

Dossier suivi par :
Stéphane Guiguen

Mèl : stephane.guiguen@gironde.gouv.fr

Tél. : 05 56 93 38 80

Objet : demande d'autorisation instruite au titre des articles L 214-1 à L 214-6 dans leur rédaction en vigueur au 28 février 2017 du code de l'environnement : **dragage des ports de Gujan, Larros et Canal**

Réf. : 33-2017-00111

Bordeaux, le 30 juin 2017

Monsieur le président,

J'ai l'honneur de vous informer que conformément à l'article R 214-7 du code de l'environnement, dans sa rédaction en vigueur au 28 février 2017, votre demande d'autorisation au titre du code de l'environnement (Loi sur l'Eau), concernant l'opération suivante :

dragage des ports de Gujan, Larros et Canal

est régulière.

En conséquence, cette demande d'autorisation peut être soumise à enquête publique. Le dossier sera assorti de de l'avis de l'autorité administrative compétente en matière d'environnement.

Conformément à l'article R. 214-9 du code de l'environnement, dans sa rédaction en vigueur au 28 février 2017, si l'avis d'ouverture de l'enquête publique n'a pas été publié dans le délai de six mois à compter de la date à laquelle le dossier complet de la demande d'autorisation a été déposé, cette demande est réputée rejetée.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le président, l'expression de mes salutations distinguées.

Le chef de l'unité police de l'eau et des milieux
aquatiques

Florent Pallois

Syndicat Mixte du
Bassin Versant des Lacs du Born

Parentis-en-Born, le 28 juin 2017

DDTM DE LA GIRONDE
Service Nature Eau

29 JUIN 2017

COURRIER ARRIVE LE
MCC

Monsieur le directeur
DDTM de la Gironde
Service Eau et Nature
Unité Police de l'Eau et des Milieux Aquatiques
Cité administrative - B.P 90
33090 BORDEAUX CEDEX

Affaire suivie par Chloé ALEXANDRE

N/Réf. : 025-2017/smbvlb/ca

Objet : Avis du Bureau de la CLE du SAGE Etangs littoraux Born et Buch
sur le dossier de demande d'autorisation de dragage des ports de Gujan-Mestras

A l'attention de monsieur GUIGUEN Stéphane

Monsieur le directeur,

Par courrier en date du 11 mai 2017, le Syndicat mixte du bassin versant des lacs du Born a été sollicité, en tant que structure porteuse du SAGE Etangs littoraux Born et Buch, afin que la Commission Locale de l'Eau (ou par délégation au Bureau de la CLE) émette un avis sur le dossier de demande d'autorisation concernant l'opération de dragage des ports de Gujan, Larros et Canal sur la commune de Gujan-Mestras.

Ce dossier relève à la fois au régime d'autorisation au titre de la Loi sur l'Eau, codifié aux articles L.214-1 à 6 du Code de l'environnement, et est soumis à étude d'impacts au titre des articles R.112-1 à 9 du Code de l'environnement. Il doit à ce titre comporter une analyse des incidences sur les ressources en eau et les milieux aquatiques et justifier de la compatibilité du projet avec le SAGE Etangs littoraux Born et Buch.

Le dossier a ainsi été étudié par les membres du Bureau de la CLE du SAGE qui émettent un avis de compatibilité du projet avec le PAGD et de conformité avec le règlement du SAGE. Ils souhaitent toutefois que les fiches bilans intégrant toutes les données relatives aux travaux, modalités de gestion des sédiments, de suivi bathymétriques et de la qualité de l'eau soient tenus à leur disposition.

La CLE rappelle par ailleurs que, dans le cadre de la Disposition 1.1.4 « Contribuer à préserver la qualité de l'eau du bassin d'Arcachon », les membres ont souhaité que les dossiers de demande d'autorisation de dragage des ports du Bassin d'Arcachon soient examinés en premier lieu par le Parc Naturel Marin du Bassin d'Arcachon, afin qu'il formule un avis en veillant à associer la structure porteuse du SAGE. En effet, ces ports se situent en limite du périmètre du SAGE et tous travaux y étant exercés pourraient impacter la masse d'eau côtière FRFC06 « Arcachon amont », ainsi que les sites Natura 2000 « Bassin

d'Arcachon et Cap Ferret » et « Bassin d'Arcachon et Banc d'Arguin » dont le PNM du Bassin d'Arcachon est opérateur.

Vous remerciant par avance de l'attention que vous porterez à ces remarques, je vous prie d'agréer, Monsieur le directeur, en l'expression de mes cordiales salutations.

Le Président,

Syndicat Mixte du

Bassin Versant des Lacs du Born

Jean-Marc BILLOU
B.P. 44 0161 PARENTS EN BORN CEDEX

27 JUIN 2017

COURRIER ARRIVE LE
M EC

Monsieur le Directeur Départemental des Territoires
et de la Mer de la Gironde
Service Eau et Nature
Unité Police de l'Eau et des Milieux Aquatiques
Cellule Gestion Quantitative de l'Eau
Cité Administrative BP 90
33090 BORDEAUX CEDEX

A l'attention de Stéphane GUIGUEN

— Délégation départementale de la Gironde

Pôle santé publique et santé environnementale
Service santé environnementale

— Dossier suivi par : Annie LAREIGNE

— Téléphone : 05 57 01 45 51

— Fax : 05 57 01 47 89

— Courriel : annie.lareigne@ars.sante.fr

— Bordeaux, le 22 JUIN 2017

— Nos réf. : 2017_06_GUJANMESTRAS_port2_LE.doc

— Vos réf. : votre courrier du 11 /05/2017

Objet : Loi sur l'Eau

Dragage des ports de Gujan, Larros et Canal

Par courriel du 11 mai 2017, vous m'avez sollicité pour avis sur le dossier de demande d'autorisation au titre de la loi sur l'eau pour le dragage des ports de Gujan, Larros et Canal sur la commune de Gujan-Mestras déposé par le Conseil Départemental de la Gironde.

Le dossier appelle de ma part les remarques suivantes en matière d'impact sur la santé publique :

Les travaux projetés n'impactent pas de périmètre de protection rapprochée de captages publics d'eau destinée à la consommation humaine. D'autre part, il n'y a aucune prise d'eau superficielle destinée à la consommation humaine sur ce secteur.

D'autre part, le projet n'aura pas d'impact sur les nappes souterraines destinées à l'alimentation humaine.

L'impact sur les zones de baignades surveillées à proximité du projet sera limité, d'une part les travaux seront réalisés hors période estivale, et les techniques utilisées (dragage hydraulique par aspiration, curage à marée basse) permettent de limiter la dispersion des matières en suspension des sédiments.

Les enjeux sanitaires du projet en phase chantier et en phase d'exploitation ont été identifiés et leur analyse est proportionnée à la nature du projet.

En conclusion, j'émet un avis FAVORABLE au projet cité en objet.

P/le Directeur,
de la Délégation Départementale de la Gironde,


Danièle BERDQY
Ingénieur d'études sanitaires

MINISTÈRE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET SOLIDAIRE

Direction interrégionale de la Mer
Sud-Atlantique

Bordeaux, le 21 juin 2017

Mission de coordination des politiques
publiques de la mer et du littoral

Nos réf. : 2017_AE dragage Gujan Larros et Canal
Vos réf. :

Affaire suivie par : Hervé TREHEIN
herve.trehein@developpement-durable.gouv.fr
Tél. : 05 56 00 83 34

à

Direction Départementale des Territoires et de
la Mer de la Gironde

Service Eau et Nature
Unité Police de l'eau et Milieux Aquatiques
Cellule Gestion quantitative de l'eau

à l'attention de Stéphane Guiguen

Objet : Demande d'autorisation pour le dragage d'entretien des ports de Gujan, Larros et Canal

Par courrier en date du 11 mai 2017, vous sollicitez l'avis de mes services sur le projet de dragage d'entretien des sédiments des ports de Gujan, Larros et Canal, porté par le Conseil Départemental de la Gironde..

Mes services émettent les remarques suivantes :

Au titre du Plan d'Action Milieu Marin (PAMM) :

Le dossier fait bien référence aux différents éléments du PAMM golfe de Gascogne.

Toutefois, les objectifs environnementaux cités p36 sont erronés. La compatibilité du projet doit être examinée avec les objectifs environnementaux opérationnels figurant dans le tome 1 du programme de mesure (p 245-247), joints au présent avis.

Concernant la qualité des eaux (p59), il est rappelé qu'il appartient au pétitionnaire de définir et de mettre en œuvre le suivi. Le programme de surveillance du PAMM, et en particulier le volet « habitats benthiques et intégrité des fonds », s'appuie en grande partie sur des dispositifs existants. Une attention particulière sera portée pour que les données issues du suivi du pétitionnaire viennent alimenter de programme de surveillance du PAMM.

Il est précisé p16 qu'une convention a acté le principe d'une mutualisation des moyens entre le SIBA et le pétitionnaire concernant les opérations de dragage. Il sera intéressant que ces

Horaires d'ouverture : 9h00-13h00 du lundi au vendredi
Tél. : 33 (0) 5 56 00 83 00 – fax : 33 (0) 5 56 00 83 47
1-3 rue fondaudège – CS 21227
33074 Bordeaux cedex

réflexions communes se poursuivent et aboutissent à une planification commune des opérations de dragage , telle que préconisée par la mesure M024-Nat1b « Favoriser la mise en œuvre de schéma d'orientation territorialisés des opérations de dragage et des filières de gestion des sédiments, évolutifs et adaptés aux besoins locaux. »

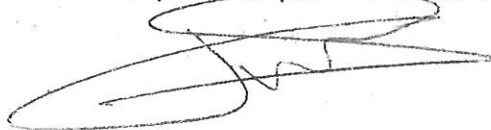
Enfin, le choix d'une gestion des sédiments par des sites de pré-traitement à terre, va dans le sens d'une limitation l'impact sur le milieu marin.

Au titre de la signalisation maritime :

Afin d'éviter tout accident et un risque de pollution induit, les mesures suivantes devront être mises en place :

- Les navires procédant au dragage devront arborer les marques de jour et les feux réglementaires correspondant à leur activité

L'Adjoint au Chef de la Mission de Coordination
de Politiques Publiques Mer et Littoral



Hervé TREHEIN

